

## AKTUELL

## SANTÉ

# Le coup de force des médecins

Fabien Grasser

**Alors que les comptes de la caisse de maladie plongent dans le rouge, l'Association des médecins et médecins-dentistes (AMMD) a résilié sa convention avec la CNS. Elle juge insuffisante la revalorisation qui est proposée à ses membres, tout en dénonçant la hausse salariale dans le secteur hospitalier.**

L'AMMD a annoncé qu'elle résilie sa convention avec la Caisse nationale de santé (CNS) à l'issue d'une assemblée générale extraordinaire tenue au Parc Hotel Alvisse, ce mercredi 8 octobre. Le feu couvait depuis la mi-juillet, quand l'AMMD et son président, Chris Roller, ont dénoncé avec virulence les hausses salariales obtenues par le personnel hospitalier, tout en déplorant la faiblesse de la revalorisation que la CNS propose aux médecins. Cette décision de l'AMMD intervient alors que la traditionnelle quadripartite santé de l'automne se réunit, ce lundi 13 octobre, dans un moment particulièrement sensible, les comptes de la caisse de maladie affichant une très mauvaise santé : de 26 millions d'euros en 2024, le déficit devrait grimper à 130 millions en 2025, en raison de remboursements supérieurs aux recettes. « Les réserves de la Caisse passeront probablement sous le seuil légal minimum de 10 % des dépenses courantes d'ici 2027 », avait aussi averti au printemps la ministre de la Sécurité sociale, Martine Deprez (CSV).

Dans ce contexte, l'AMMD juge hors de propos l'augmentation de 1,5% de la valeur du point indiciaire des personnels hospitaliers pour 2025, conclu en juillet entre les syndicats et la Fédération des hôpitaux luxembourgeois (FHL). Pour l'association de médecins, l'accord est de plus entaché d'un conflit d'intérêt, car elle estime que l'OGBL et le LCGB, dont des représentant·es siègent au conseil d'administration de la CNS, sont à la fois juge et partie dans ces négociations. Ce que récusent aussi bien les deux syndicats que Martine Deprez.

L'accusation de l'AMMD est assez bancale, les hausses salariales dans le secteur hospitalier suivant automatiquement les augmentations dans la fonction publique, même si pas nécessairement à la même hauteur. La hausse accordée découle donc directement de l'accord négocié en janvier dernier entre le syndicat de la fonction publique CGFP et le gouvernement. Un élément soigneusement occulté par l'AMMD dans ses reproches.

En même temps, les médecins sont mécontents de la revalorisation de

1,34 % de la « lettre-clé » que leur propose la CNS, là où l'AMMD en exigeait 2,68 %. La « lettre-clé » est une valeur reflétant les coûts et leur évolution. Concrètement, la proposition de la CNS équivaut à une hausse de 4.000 euros annuels, au lieu des 8.000 réclamés par l'AMMD. Cette dernière reproche aussi au gouvernement l'absence d'avancées sur la médecine ambulatoire et la possibilité pour les médecins de constituer des cabinets sous le statut de sociétés privées. Autant de griefs qui ont mené à l'assemblée générale extraordinaire de mercredi, au cours de laquelle une majorité des quelque 300 médecins présents ont voté en faveur d'une rupture avec la CNS. Avec « plus de 1.350 membres » revendiqués, l'AMMD représente 38 % des 3.541 médecins recensés en 2024 dans le pays (généralistes, spécialistes et dentistes).

## L'AMMD représente 38 % des médecins

La résiliation de la convention avec la CNS sera sans conséquence immédiate pour les patients, car elle n'entrera en vigueur qu'un an après sa notification. Il reste donc douze mois pour négocier une sortie de crise. Pour la CNS, l'urgence « ce sont les caisses qui se vident », confirme Carlos Pereira, membre de l'OGBL et du conseil d'administration de la CNS. Jugeant que dans ce dossier le gouvernement agit « dans l'intérêt de la caisse », il avance plusieurs pistes à même d'alléger le fardeau de la CNS : « Des économies peuvent par exemple être réalisées si on décharge la CNS du paiement des congés de maternité ou de divers frais administratifs », cite le syndicaliste.

Ce 8 octobre, à quelques heures de l'assemblée générale de l'AMMD, Martine Deprez a par ailleurs annoncé que cette année l'État va augmenter sa contribution à la CNS de 20 à 59 millions d'euros. « Une obole », a néanmoins relativisé la ministre face aux députés de la commission parlementaire de la santé et de la sécurité sociale. Pour le député Déi Lénk Marc Baum, qui avait inscrit la question à l'ordre du jour de la commission, « cela allongera le minimum de la réserve pour 2027, 2028 ou 2029. Ce n'est pas durable, c'est un simple pansement ». L'élu de la gauche préconise pour sa part un déplaçonnement des cotisations, « qui mènerait à des recettes annuelles supplémentaires de plus de 300 millions d'euros et cela ne toucherait que les 5 % des assurés les plus aisés ».

## SHORT NEWS

## COP30 : l'ASTM réclame des contributions justes

(mes) – « Saisir les chances ! » Voilà la revendication de l'organisation ASTM à quelques semaines du début du sommet du climat COP30 dans la ville amazonienne de Belém au Brésil, le 10 novembre. Tant au niveau de la réduction des émissions et de la sortie des énergies fossiles qu'en matière de financement climatique, les efforts restent en-dessous des engagements nécessaires pour limiter le réchauffement à 1,5 degrés, déplore l'ONG. Aucun des grands acteurs et pays pollueurs ne prêche par l'exemple, alors que l'UE n'a annoncé qu'une déclaration d'intention au lieu d'un engagement de réduction des émissions (NDC) ferme (woxx 1855). La communauté internationale devrait « admettre qu'elle a failli [et] revoir les NDC à la hausse de manière à les mettre en conformité avec l'accord de Paris », a exigé l'ASTM lors d'une conférence de presse ce lundi. Tout comme la COP29, la conférence de cette année sera à nouveau marquée par l'enjeu du financement et de la dette des États industrialisés envers les pays les plus touchés par la crise climatique. « Des excuses telles que prétendre qu'il n'y a pas d'argent sont perfides alors que la consommation des élites mondiales augmente, que les dépenses militaires explosent et que des allègements fiscaux sont annoncés pour les multinationales », a fustigé David Hoffmann de l'ASTM. S'agissant de l'un des pays les plus riches et de l'un des plus gros émetteurs par habitant, le grand-duché devrait payer sa juste part – estimée à au moins 600 millions d'euros par an selon les calculs de l'organisation, soit environ dix fois plus que la contribution actuelle. Pour l'ONG qui sera présente à la COP30 à Belém, ceci représente « la condition minimale pour que les promesses de justice climatique deviennent tangibles ». La société civile organisera plusieurs événements, notamment une table ronde le 28 octobre à 18h30 au centre Neimënster.

## Budget 2026 : « Une année difficile »

(fg) – Avec un déficit de l'administration centrale de 1,49 milliard d'euros, « 2026 sera une année difficile », a prévenu ce mercredi 8 octobre Gilles Roth, lors de la présentation du budget devant la Chambre des députés. Intitulé « Matenee wuessen » (grandir ensemble), il prévoit des dépenses à hauteur de 32,6 milliards d'euros, contre 31,1 milliards de recettes. Mais le ministre des Finances se veut optimiste, expliquant ce déséquilibre par une politique volontariste d'investissements dans les infrastructures et le logement. Face à une économie en berne et à l'instabilité internationale, ces investissements seront porteurs de croissance, veut croire le ministre. Gilles Roth avance aussi le chiffre de 46 % du budget consacré aux dépenses sociales, un niveau qui n'avait pas été atteint depuis 2019. La famille, la santé, le logement, l'emploi, l'énergie et la lutte contre la pauvreté figurent parmi les postes qui doivent assurer « la cohésion sociale du pays ». Ce budget veut aussi poser le Luxembourg en « partenaire fiable sur la scène internationale », ce qui se traduit par une hausse substantielle des dépenses de défense (1,3 milliard d'euros) et, dans une moindre mesure, de l'aide au développement qui atteindra 1,36 % du RNB en 2026, avec 841 millions d'euros. Dans un exercice convenu, les oppositions ont taclé la copie de Gilles Roth, lui reprochant l'absence de chiffres précis sur les mesures sociales (Taina Bofferding pour le LSAP), de creuser le déficit public qui s'approche de 30 % (Sam Tanson pour Déi Gréng) ou encore la place accordée aux dépenses militaires aux dépens du logement et du climat (David Wagner pour Déi Lénk). Les députés ont désormais deux mois pour débattre et amender le projet gouvernemental.

## Kritik an neuer LGBTIQ-Strategie der EU-Kommission

(ja) – Am vergangenen Mittwoch stellte die EU-Kommissarin für Gleichberechtigung, Hadja Lahbib, die neue LGBTIQ-Strategie der EU vor. Der Fokus liegt auf der digitalen Welt und der Online-Belästigung von queeren Personen. Daneben will die Kommission Mitgliedsstaaten „helfen“, sogenannte Konversationstherapien zu verbieten – ein EU-weites Verbot ist jedoch bisher nicht vorgesehen. Bisher haben lediglich acht EU-Mitgliedsstaaten diese Praktiken verboten. Luxemburg gehört nicht dazu. Wie das Magazin „EU Observer“ schrieb, begrüßten EU-Parlamentarier\*innen aus der interfraktionellen „LGBTIQ+ intergroup“ die Strategie zwar grundsätzlich, äußerten sich jedoch auch kritisch. Die Strategie entwerfe zu wenige konkrete Maßnahmen, um das Leben von LGBTIQ-Menschen zu verbessern. Sehr ähnlich äußerte sich auch „Ilga Europe“, die größte LGBTIQ-Organisation Europas. Die Zielsetzung sei deutlich weniger ambitioniert als bei der ersten Strategie, und viele in dem Dokument beschriebenen Aktionen wirkten oberflächlich. Gefordert werden greifbare Maßnahmen, die sich zum Beispiel auch gegen die Einschränkungen des Versammlungsrechts für queere Personen in Ungarn richten.